



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 20 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HERVÉ

Route d'Ancenis
44670 Juigné-Des-Moutiers

Références : 2026-108_INSP_RAP_AS_HERVE (Rocher) Chenillé
Code AIOT : 0006300211

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2026 dans l'établissement HERVÉ implanté LE ROCHER CHENILLÉ CHANGÉ 49220 Chenillé-Champteussé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection au titre de plan annuel de contrôle de l'inspection et instruction de la demande d'extension

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HERVÉ
- LE ROCHER CHENILLÉ CHANGÉ 49220 Chenillé-Champteussé
- Code AIOT : 0006300211
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de roches massives

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|----------------------------------|---|-------------------|
| 1 | Situation administrative | Code de l'environnement du 11/01/2023, article R. 181-13 | Sans objet |
| 2 | Prescriptions sécheresse AP site | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. III et 2. II | Sans objet |
| 3 | Surveillance de l'établissement | Arrêté Préfectoral du 25/08/2020, article 11 | Sans objet |
| 4 | Surveillance de l'établissement | Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.4 | Sans objet |
| 5 | Gestion des | Arrêté Préfectoral du | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| | déchets | 29/06/2005, article 4.7 | |
| 6 | Prévention des pollutions accidentelles | Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.3.2 | Sans objet |
| 7 | Risques géotechniques | Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 3.4.7 | Sans objet |
| 8 | Incident – Éboulement | Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 2.4 | Sans objet |
| 9 | Risques incendie | Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.7 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite s'est inscrite dans un contexte de fin d'instruction de la demande d'autorisation environnementale relative à l'extension de la carrière du « Rocher » vers le Nord-Est.

L'instruction de la demande d'autorisation va conduire à renforcer les conditions de surveillance de cette carrière.

Concernant plus particulièrement la gestion de l'effondrement partiel du front historique du terrain qui accueille la vierge blanche qui surplombe « La Mayenne », l'exploitant reste dans l'attente de son prestataire mandaté (FONDASOL) qui tarde à intervenir en raison de surcharge de travail (il s'agit du second intervenant sur cet incident).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/01/2023, article R. 181-13 |
| Thème(s) : Situation administrative, Demande de renouvellement et d'extension |
| Prescription contrôlée – Conformité de la demande d'autorisation environnementale (renouvellement et extension) en cours d'instruction. |
| <p>Constats – Les 3 dernières visites des 12/11/2024, 19/03/2025 et du 31/07/2025 se sont focalisées sur l'instruction de la demande d'extension même si d'autres sujets importants, comme l'effondrement de l'éperon qui soutient la vierge blanche de Chenillé, ont également été abordés</p> <p>Les constats faits au cours de ces visites ont conduit l'inspection à demander la réalisation d'études complémentaires sur les sujets à enjeux dont la stabilité des fronts, l'impact hydrogéologique du projet et la caractérisation des poussières. Ces études spécifiques ont été jointes au DDAENV lors des compléments.</p> <p>Les consultations des parties prenantes sur le projet d'extension sont arrivées à leurs termes le 18/12/2025. L'instruction est désormais entrée dans la phase de décision avec la présentation du projet d'arrêté d'autorisation auquel une large partie de cette séance a été consacrée.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Prescriptions sécheresse AP site

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, articles 1. III et 2. II |
| Thème(s) : Risques chroniques, Applicabilité de l'arrêté du 30/06/2023 |

Prescription contrôlée – Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du Code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 de ce même code.

Constats – Aucune disposition particulière quant à des restrictions liées aux périodes de sécheresse n'est prescrite dans les arrêtés qui réglementent actuellement le site (AP autorisation du 29/06/2005 et arrêtés complémentaires successifs le complétant).

Les 3 dernières visites des 12/11/2024, 19/03/2025 et du 31/07/2025 ont systématiquement abordé cette problématique sur ses différents aspects, notamment :

- Veille réglementaire – Après analyse des différents textes susceptibles de concerner la carrière (arrêtés cadres sécheresse, restrictions locales de prélèvements...), il est apparu que seul l'AM du 30/06/2023 est susceptible de lui être appliqué (à dire d'exploitant). Depuis son entrée en vigueur, l'exploitant a mis en place une veille quotidiennement de la situation locale et des restrictions susceptibles de s'appliquer aux prélèvements d'eaux, pendant la période estivale sur le site dédié <https://vigieau.gouv.fr/> ;
- Gestion des eaux – La carrière distingue 2 circuits d'eau. En secteur Est, les exhaures, qui regroupent les drainages souterrains ainsi que les eaux de ruissellement des zones d'extraction et de la zone de stockage Nord, sont collectées en fond de fouille d'où elles sont pompées et envoyées dans une cuve tampon de 20 m³, positionnée au niveau du local pompe. Une partie des exhaures est prélevée pour alimenter le circuit d'arrosage des pistes du secteur Est et pour assurer l'appoint du circuit Ouest. Le restant est dirigé vers un bassin tampon situé à l'entrée du secteur Est où il rejoint les eaux de ruissellement de la zone d'accueil Est, pour décantation. La sortie de ce bassin, limité au débit maximum de 50 m³/h, est envoyée dans un fossé qui rejoint le ruisseau de « La Chênoterie », affluent de la Mayenne.

Le secteur Ouest dispose d'un circuit fermé de gestion des eaux qui comprend 2 zones de décantation construites sur un radier en béton pour faciliter leur curage dont la surverse alimente une réserve tampon (non bétonnée). L'eau provient des ruissellements de la zone, le cas échéant complétés par des d'exhaures prélevées dans le secteur Est. Ce circuit permet le renouvellement de l'eau du rotolue et la compensation des pertes occasionnées par les entraînements des roues des véhicules qui l'empruntent ainsi que le ravitaillement de la tonne à eau utilisée pour maîtriser les émissions de poussières diffuses des pistes de ce secteur. En outre, une fraction de ces eaux est employée à des fins industrielles, dans un groupe de mélange des matériaux, afin de rendre les produits conformes à leur norme d'utilisation (taux d'humidité de 6 % pour des matériaux avant mélange à 2 à 3 %). Le trop plein de ce circuit transite par un séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejeté dans La Mayenne ;

- Volumes prélevés – En secteur Est, l'exploitant a établi son volume prélevé à 49 360 m³ par différence entre les prélèvements (pompages en fond de fouille) et les apports d'eaux pluviales (bilan hydrique annuel).

En secteur Ouest, en période de manque d'eaux météoriques, l'exploitant dispose d'une autorisation de pompage dans La Mayenne à hauteur de 4 050 m³/an à laquelle il a déclaré renoncer, ce qui a pour effet de supprimer un prélèvement pérenne dans la rivière. Ce volume sera compensé par l'augmentation de la surface de captation de la fosse d'extraction dont une partie des eaux sera ramenée en secteur Ouest par une canalisation ;

- Utilisations des ressources – Le site n'est pas équipé d'une station de lavage des matériaux ou des véhicules. En dehors de la consommation du GNTb (groupe de mélanges de matériaux), les eaux utilisées sont affectées à des mesures de préservation de l'environnement, pour les rabattements de poussières diffuses ou les lavages des roues ;
- Actions potentielles de restriction – En application de l'arrêté ministériel du 30/06/2023, la réduction potentielle de consommations de la carrière porte uniquement sur le

fonctionnement du GNTb.

Conclusions – Plusieurs évolutions majeures favorables à la maîtrise des incidences des effets de l'exploitation sont à considérer à la suite de l'instruction de l'extension sollicitée de la carrière, qui seront effectives dès la notification de l'arrêté en cours de rédaction, en particulier :

- la suppression effective du prélèvement temporaire dans La Mayenne (gain de 4 050 m³/an prélevés dans les eaux superficielles en période estivale) ;
- l'instrumentation de l'intégralité des postes de consommation d'eau dont le Groupe GNTb et les autres postes de protection de l'environnement des secteurs Est et Ouest ;
- la suppression du rejet dans le ruisseau de la « Gautrie » (réduction du nombre de points de rejet et maîtrise des émissions).

Ainsi, considérant que :

- les seules sources d'approvisionnement sont l'exhaure (secteur Est) et les eaux pluviales (secteur Ouest) ;
- l'essentiel des usages de ces eaux sont indispensables à la protection de la santé des riverains (rabattement de poussières), de l'environnement (réduction des poussières dispersées, suppression d'un pompage dans La Mayenne) et des salariés en exploitation dans la carrière (pas de montée des eaux dans la fosse en exploitation) ;

L'inspection des installations classées considère que la carrière du « Rocher » n'est pas soumise aux restrictions de l'AM du 30/06/2023 en notant que l'exploitant attache de l'importance à maîtriser son incidence en période de sécheresse en limitant les usages qualifiés de non indispensables.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2020, article 11

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières diffuses

Prescription contrôlée – Plan de surveillance des émissions de poussières

Constats – Les résultats d'analyses transmis à l'inspection au cours des 5 dernières années ont montré le respect de la valeur cible de 500 mg/m²/jour de poussières en moyenne annuelle glissante et les analyses ont discriminé les poussières minérales et organiques d'une part et les matières solubles et insolubles d'autre part. Les méthodes présentées de prélèvements et de mesures comme les résultats rendent compte d'une situation satisfaisante.

Pendant l'instruction de sa demande d'extension, l'exploitant a produit une étude (réalisée par le bureau d'expertises en santé environnementale EVADIES) visant à analyser la teneur des poussières afin d'évaluer les risques pour la population exposée. Les principaux enseignements de cette étude laissent apparaître un impact non significatif des poussières fines (PM10), la non détection des silices cristallines et la mesure de quartz à un niveau faible.

Par ailleurs, l'examen de la structure de la roche par un géologue agréé milite pour une absence de gisement amiantifère.

Conclusions – Plusieurs mesures de renforcement de la surveillance des retombées de poussières ont été adoptées à la suite de l'instruction de l'extension sollicitée de la carrière, qui seront effectives dès la notification de l'arrêté en cours de rédaction, en particulier :

- l'augmentation du rythme des campagnes de mesures, trimestrielle puis semestrielle ;
- le renforcement du maillage des points de mesure (1 station supplémentaire) avec l'ajout du point n° 9 sur le parking de Chenillé, portant le suivi à 9 stations de surveillance dont un témoin ;

- la mise en place d'une surveillance des poussières PMI 10 et de la silice cristalline alvéolaire, au niveau de 2 habitations sous les vents dominants en début de chaque phase d'extraction.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Bruits

Prescription contrôlée – Campagne de mesures de bruits

Constats – Les mesures de bruits sont réalisées tous les ans.

La campagne de mesures 2025, dont le rapport a été remis en séance (Technilab TMA 21-4920 env v0 du 21/01//2026) laisse apparaître des niveaux de bruits en limite de propriété comme des émergences chez les tiers conformes aux dispositions réglementaires en vigueur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.7

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets

Prescription contrôlée – Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produites. Les déchets sont collectés séparément et valorisés ou éliminés dans des installations dûment autorisées. Dans l'attente de leur élimination, ils sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Constats – La zone des « dépôts de produits finis » du secteur Est accueillait de manière désordonnée à même le sol des déchets, notamment de ferrailles (envahies par les ronces), des fûts vides (vérifiés) ainsi que diverses pièces métalliques.

Les différentes visites ont montré la résorption progressive de ces déchets et des matériels obsolètes entreposés sans précaution, notamment évacués par la société Cyril CADEAU. L'exploitant déclare que les travaux de nettoyage de la plate-forme de stockage des matériaux s'est achevée au cours de l'année 2025. Seules quelques bandes du convoyeur récemment remplacées ne restent dans cette zone.

Désormais, les pièces obsolètes en attente d'enlèvement sont entreposées sur une zone dédiée à proximité immédiate de l'atelier de maintenance en secteur Ouest.

D'une manière générale, le site est apparu propre et correctement ordonnancé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Matières dangereuses

Prescription contrôlée – Gestion des matières dangereuses

Constats – La visite de l'espace entretien-maintenance laisse apparaître une zone correctement ordonnancée, peu encombrée et gérée avec un état des stocks tenu à jour contrairement à la visite

de 2024.

A l'extérieur, la cuve métallique de stockage des huiles usagées en attente d'évacuation est placée dans une rétention correctement dimensionnée. Elle contient quelques eaux de pluie (ce qui vérifie son étanchéité) dont la surface n'est pas irisée, ce qui milite pour une absence de débordement des huiles. Un déflecteur a été mis en place sur la rétention de la cuve d'huiles usagées afin de collecter les égouttures éventuelles et de les ramener dans la rétention.

L'exploitant indique que cette rétention est régulièrement inspectée, systématiquement avant tout remplissage et après chaque épisode pluvieux conséquent.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 7 : Risques géotechniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral 29/06/2005, article 3.4.7

Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité des fronts de taille

Prescription contrôlée – Stabilité de la zone exploitée

Constats – Le bureau d'expertises OOLITE, intervenu en décembre 2024, a dressé un état des lieux de la totalité des fronts du secteur Est en exploitation et des fronts Nord du secteur Ouest qui ont laissé apparaître des éboulements.

Les relevés ont été retranscrits sur une carte des instabilités et les risques associés à chaque front ont été répertoriés et évalués par un géologue qui les a classés selon une échelle de gravité. Pour les principales instabilités décrites, l'expert a émis des préconisations visant à adopter des mesures de protection, d'exploitation et de surveillance que l'exploitant a intégré dans son dossier AENV.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 8 : Incident – Éboulement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral 29/06/2005, article 2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Éboulement partiel d'un front historique du secteur Ouest

Prescription contrôlée – Incident – Effondrement d'un front Sud du Secteur Ouest

Constats – Le secteur Ouest, situé au plus près de La Mayenne, est la zone d'exploitation historique de la carrière. Sa partie Sud présente la particularité d'intégrer une avancée de terrains naturels, jamais extraite, maintenue en l'état pour assurer la conservation d'un calvaire abritant une vierge blanche qui surplombe La Mayenne. Les extractions dans ce secteur sont achevées depuis plusieurs décennies et les espaces sont désormais occupés par les installations de traitements secondaires et tertiaires des matériaux, des stockages et des utilités comme le rotolue et sa station de décantation, l'atelier de maintenance ainsi que des dépôts de matériels.

Le 14/02/2025, s'est produit un effondrement partiel de cette avancée rocheuse, fragilisée par les fortes précipitations de la fin 2024 et début 2025 qui ont facilité le décrochage de la partie sommitale de l'éperon.

Dès la survenance de l'incident, l'exploitant a mis en place, côté carrière, une zone protection en pied de talus, un merlon matérialisant l'interdiction d'accès et permettant de contenir les éventuelles nouvelles chutes de matériaux. A l'extérieur de la carrière, des mesures d'interdiction d'accès et d'information du public ont été installées par la municipalité (balisage, arrêté municipal fermant l'accès au monument tout en renforçant le balisage, signalétique).

Dans l'urgence, l'exploitant a diligenté une expertise géotechnique de l'incident par le bureau d'études spécialisé ALIOS dont le rapport s'est avéré insuffisamment documenté pour engager les travaux de confortement nécessaires à la gestion de cet incident. Par la suite, la société

FONDASOL a dressé une cartographie de l'éperon par drone (septembre 2025) dont l'exploitant reste dans l'attente du compte rendu et des recommandations quant aux travaux à réaliser.

Dans l'attente, les mesures de protections temporaires sont maintenues, notamment les restrictions d'accès au calvaire (arrêté municipal n°2025/23 du 25/04/25) et au front concerné par l'éboulement (merlon en pied).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Risques incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral 29/06/2005, article 4.7

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage des déchets verts

Prescription contrôlée – Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produites. Les déchets sont collectés séparément et valorisés ou éliminés dans des installations dûment autorisées. Dans l'attente de leur élimination, ils sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Constats – Avec l'augmentation des risques incendie qui se traduit par la notification de plus en plus fréquente d'arrêtés préfectoraux portant déclenchement de mesures temporaires de prévention et de protection des forêts contre les incendies, l'exploitant procède à des débroussaillages réguliers sur site.

Au cours d'une visite précédente, un tas important de végétaux secs était implanté à proximité immédiate de la végétation périphérique de la carrière, une proximité qui entraîne une aggravation des risques incendies en périodes sèches.

L'exploitant a acté la nécessité de procéder aux travaux de débroussaillage en dehors des périodes estivales et a modifié l'emplacement de la zone d'entreposage des déchets verts en attente d'enlèvement afin d'éviter une trop grande proximité avec la végétation périphérique.

Type de suites proposées : Sans suite